



« **Festivités du 14 juillet** »
CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Direction Épanouissement Humain

ENTRE

Monsieur, Maire, agissant au nom et pour le compte de la Commune du Tampon en exécution de la délibération n°13 du Conseil Municipal du 21 mai 2007 et celle n° du Conseil Municipal du 2024

ci-après désigné par les termes la Commune, d'une part,

ET

Raison sociale :

Représenté par (nom – prénom dans l'ordre de l'état civil)

en qualité de *né.e le (jj/mm/aaaa)*.....*lieu de naissance*

Adresse

N° de Siret/Siren *Code APE*.....*Téléphone* :

Mail :@.....

ci-après désigné.e par les termes l'exposant.e, d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

Article 1

La Commune met à disposition de l'Exposant.e un emplacement situé devant la mairie du Tampon **le 14 juillet 2024** dans le cadre de la manifestation « **Festivités du 14 juillet** ». L'emplacement ou le stand fermé comptera un point d'alignement électrique dans la mesure du possible. Cette autorisation d'occupation du domaine public communal est délivrée à titre précaire et révoquant et ne saurait à aucun moment conférer au titulaire les attributs de la propriété commerciale.

Article 2

L'exposant.e ne pourra s'installer sans la présence d'un.e responsable (le. la placier.ère) dûment désigné.e par la Commune. L'exposant.e s'engage à aménager correctement l'intérieur du stand. La mise en place s'effectuera avant le **avant 08h00**. Il.elle devra l'utiliser de façon permanente en respectant les horaires d'ouverture pour le public, fixés de ..h00 à ..h00 et ce pendant toute la durée de la manifestation. Un état des lieux contradictoire (voir document annexé) sera établi au moment de l'installation et au départ du forain. **Toute dégradation de l'emplacement (sol, stands métalliques, chapiteaux, tables ...) sera à la charge de l'exposant.e.** Le changement d'emplacement sans autorisation est strictement interdit. **La fiche signalétique** délivrée par la mairie à l'exposant.e devra être apposée obligatoirement sur chaque stand ou emplacement à fin de contrôles journaliers. Si tel n'était pas le cas, l'exposant.e s'expose à une exclusion temporaire du site par les services de la Police Municipale jusqu'à régularisation.

Article 3

L'emplacement attribué est affecté exclusivement à la pratique de l'activité de l'exposant.e, à savoir :

.....
La présente convention est consentie à titre personnel au titulaire de l'autorisation qui ne pourra **ni sous louer, ni céder de quelque façon que ce soit l'emplacement** et les droits qui s'y attachent,

sous peine de résiliation d'office de l'autorisation.

L'exposant.e devra se rapprocher du/de la placier.re désigné.e par la Commune pour déterminer la zone et le métrage nécessaires à son emplacement. Ensuite, ce.cette dernier.ère transmettra au service animation/événements, ces éléments et toutes les informations utiles à l'établissement de la présente convention.

L'exposant.e devra s'acquitter du montant des droits dont il est redevable en application des tarifs fixés par la délibération précitée qui s'élèvera à la somme de : **Euros, (en lettres.....)** correspondants à..... mètres carré/emplacement:

TARIFS

- petites attractions, et manèges pour enfants : 50€ l'emplacement /jour
50 € * * jours = €
- camions bar et petits métiers de bouche : 25 € le mètre linéaire/jour
25 € * ml * jours = €
- restaurants, bars et commerçants divers : 3,5 € le m²/jour
3,5 € * m² * jours = €

Article 4

Le règlement se fera auprès de Monsieur le Régisseur soit :

- En espèces (300 € maximum – trois cents euros)
- Par chèque à l'ordre de Monsieur le **Régisseur**
- Par carte bancaire
- par virement bancaire.

Cette somme est payable en totalité à la signature de la présente convention et au plus tard leavant 12h00. Aucune installation ne sera permise avant cette étape. Le non-paiement des redevances suffira pour entraîner la résiliation de la présente autorisation. L'emplacement attribué deviendra disponible et sera proposé à quelqu'un d'autre. L'exposant.e qui, pour une raison quelconque, décide d'arrêter son activité avant la fin de l'autorisation d'occupation ne pourra prétendre à aucun remboursement de la part de la Commune.

Article 5

Les informations recueillies sur cette convention sont enregistrées dans un fichier informatisé par **le service animations/événements pour l'élaboration du présent document, le suivi administratif de cette demande d'emplacement, la communication sur l'événement. Le fichier informatisé sera conservé jusqu'au 31 décembre 2025** et les informations récoltées seront destinées **aux services suivants de la Mairie du Tampon : Animations/événements, Communication et finances/contrôle de gestion.**

Conformément la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6 janvier 1978 modifiée en août 2004, vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier ou supprimer en contactant : **Mairie du Tampon - Service animations/événements – 256 rue Hubert Delisle – BP 449 – 97430 LE TAMPON – gestion.courrier@mairie-tampon.fr.** Ces informations seront susceptibles d'être transmises et d'être utilisées par les autres services de la Mairie du Tampon, notamment :

- Direction Épanouissement Humain
- Direction environnement
- Direction de la cohésion sociale (Politique de la Ville)
- Centre Communal d'Action Sociale
- Direction aménagement territoire et développement économique
- Direction administration Générale/systèmes d'informations (Repro, gestion courrier)
- Direction des affaires juridiques/réglementation/commande publique



- Cabinet (Pôle élus, Conseil des quartiers, Protocole)
- Direction de la vie scolaire/restauration

La signature de la présente convention vaut acceptation du règlement régissant les installations de l'exposant.e. dans le cadre de ladite manifestation, règlement annexé à la présente convention. Ce document comprend 3 pages et une annexe de 5 pages qui fait partie intégrante de la convention, ce que les parties reconnaissent. Elle est établie entre la Commune du Tampon et

Raison sociale :

Représenté par (nom – prénom dans l'ordre de l'état civil)

en qualité de *né.e le (jj/mm/aaaa)*..... *lieu de naissance*

Adresse

N° de Siret/Siren *Code APE* *Téléphone* :

Mail :.....@.....

Fait au Tampon, le2024

L'exposant.e

Pour la Commune

.....

Le Maire

.....

◆ PAYE par **CHEQUE** :... N° Montant :.....
◆ PAYE par **ESPECES** : Montant : en lettre :.
◆ PAYE par **CARTE BANCAIRE** : Montant : Date :
◆ PAYE par **VIREMENT BANCAIRE** : Montant :
Mail **Date** :

Convention d'occupation temporaire du domaine public communal – « festivités du 14 juillet » Affaire n° ...

Festivités :

Lieu.....

Date :

Nom de l'exposant.e : Activité :

Montant :€ (.....euros)



" Festivités du 14 juillet "

ANNEXE RELATIVE A LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL en date du.....conclue entre..... et la Commune du Tampon

Direction Épanouissement Humain

Article 1

L'exposant.e devra impérativement fournir à la Commune l'ensemble des pièces exigées valides, selon son activité :

Cas des associations loi 1901

- statuts
- attestation d'assurance valide pendant la manifestation et conforme à son activité comprenant sa responsabilité civile
- numéro SIRENE

Cas du chef d'entreprise commerçant ou domicilié à domicile :

- La carte permettant l'exercice d'une activité ambulante
- Pour les nouveaux créateurs **uniquement**: le certificat provisoire valable 1 mois
- Un extrait de Kbis datant de moins de 3 mois avant le début de la manifestation
- la déclaration sur l'honneur attestant qu'il est en règle vis-à-vis de la législation du travail
- la copie d'une pièce d'identité
- un justificatif d'adresse datant de moins de 3 mois avant le début de la manifestation
- une attestation d'assurance responsabilité civile

Cas des métiers de bouche

- attestation de la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (direction des services vétérinaires DSV)
- attestation de formation à l'hygiène

Cas des commerçants, artisans non domiciliés chefs d'entreprise :

- La carte permettant l'exercice de commerce ambulante

Cas des gérants de société inscrits au Registre du Commerce ou des sociétés :

- La carte permettant l'exercice de commerce ambulante

Cas des producteurs agricoles maraîchers chef d'entreprise :

- L'attestation des Services fiscaux s'ils sont producteurs exploitants
- Le relevé parcellaire des terres

Cas des commerçants ressortissants de l'UE domiciliés ou non domiciliés :

- La carte permettant l'exercice d'une activité ambulante (recto/verso)

Cas des commerçants étrangers :

- La carte permettant l'exercice d'une activité ambulante (recto/verso)
- La carte de résident temporaire ou un titre de séjour

Cas des marins pêcheurs professionnels :

- Les justificatifs de leur inscription au rôle d'équipage délivré par les affaires maritimes

Cas des auto-entrepreneurs :

- La carte permettant l'exercice d'une activité ambulante (recto/verso)

Cas du conjoint collaborateur :

- **Cas du conjoint exerçant sans la présence du chef d'entreprise :**
 - La photocopie de la carte permettant l'exercice d'une activité ambulante certifiée conforme par le chef d'entreprise + une attestation par le chef d'entreprise que le conjoint marié ou pacsé est mentionné sur le Kbis.
 - Une pièce d'identité
- **Cas du conjoint exerçant en présence du chef d'entreprise :**
 - Une pièce d'identité + une attestation par le chef d'entreprise que le conjoint marié ou pacsé est mentionné sur le Kbis.

Cas des salariés :

- **Cas du salarié exerçant sans la présence du chef d'entreprise :**
 - La photocopie de la carte permettant l'exercice d'une activité ambulante certifiée conforme par le chef d'entreprise
 - la photocopie de la déclaration préalable d'embauche faite à l'URSSAF certifiée conforme par l'employeur
 - Une pièce d'identité
- **Cas du salarié exerçant en présence du chef d'entreprise :**
 - la photocopie de la déclaration préalable d'embauche faite à l'URSSAF certifiée conforme par l'employeur
 - Une pièce d'identité

Cas des salariés étrangers :

- Mêmes documents que pour les salariés de nationalité française
- Une pièce d'identité
- Un titre de séjour ou une carte de résident temporaire

Dans la mesure où l'exposant.e est **hébergé.e à titre gratuit**, il.elle sera tenu.e de fournir :

- une attestation sur l'honneur d'hébergement
- la copie valide de la pièce d'identité de la personne chez laquelle il.elle réside.

Article 2

Tous jeux de hasard (toupies chinoises, roulettes malgaches, loto) ayant pour enjeu de l'argent, sont strictement interdits dans l'enceinte de la manifestation; le contrevenant s'expose à des poursuites judiciaires.

Article 3

L'exposant.e s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires afin de répondre à la législation en vigueur et notamment au niveau de l'hygiène et des règlements sanitaires et répondre aux normes de sécurité de l'exercice de son activité pendant toute la durée de la manifestation. Ainsi, les emplacements aménagés devront être conformes à la législation en vigueur et ne devront pas constituer un danger pour les consommateurs et les passants. Les camions bars et les restaurants devront être équipés **d'au moins un extincteur**.

Article 4

La responsabilité de la Commune est couverte par la Police d'Assurance Responsabilité Civile qu'elle souscrit pour l'ensemble de la manifestation, elle ne pourra être engagée pour tout accident ou incident dont les causes sont imputables à l'exposant.e. La Commune assure une surveillance générale de la manifestation. Toutefois, l'exposant.e devra prendre toutes ses dispositions pour garantir contre le vol de son matériel entreposé sur son emplacement et l'environnement immédiat. La Commune ne pourra être tenue pour responsable en cas de perte ou de vol. L'exposant.e devra contracter toutes les **polices d'assurances nécessaires pour garantir tous les risques pour lesquels il doit répondre en sa qualité d'occupant et notamment les risques d'incendie, d'explosion et dégâts des eaux, ainsi que sa Responsabilité Civile professionnelle.**

Article 5

L'exposant.e est responsable de la propreté de l'intérieur de son stand, de son emplacement et de ses abords.

Le montage des stands en tôles ou autres matériaux sur la voie piétonne est interdit (sauf accord écrit de la Commune). En outre la présence d'au moins un extincteur adéquat sera obligatoire pour tout.e exploitant.e.

L'approvisionnement des stands se fera impérativement avant 08 h00 sur le site. **Au delà de cette plage horaire**, aucun véhicule, excepté ceux de l'organisation communale, n'aura accès. La fermeture du stand incombe à l'exposant.e, sous peine d'exclusion du site sans aucune forme d'indemnisation.

Article 6

L'exposant.e devra obligatoirement porter le badge « exposant.e » délivré et remis par la Mairie du Tampon. Ne seront autorisées à exercer leur activité sur le site que les personnes ayant signé la présente convention avec la Commune du Tampon.

Pour la pratique de son activité, l'exposant.e devra fournir un disjoncteur différentiel conforme au type d'activité exercé par l'exploitant. Aucun raccordement électrique ne sera fait par les Services Communaux si cette clause n'est pas respectée. En outre, la présence d'au moins un extincteur sera obligatoire pour tout exploitant.

Les exposant.e.s dont l'activité nécessite l'utilisation de prise de courant 16 -20 ampères devront s'équiper de rallonge électrique catégorie C2, section minimal 3G 2.5 mm². Les exposant.e.s qui ont besoin d'une alimentation triphasée dont la puissance est supérieure 16-20 ampères devront s'équiper d'un disjoncteur différentiel de trente milliampères conforme au type d'activité exercée. Le câble d'alimentation devra être du type C2 (H07RNF5G6) minimal. Les câbles électriques ne devront en aucun cas gêner la libre circulation des visiteurs (fixation à 2.5 mètres de hauteur minimum ou enfouissement avec protection mécanique). Aucun raccordement électrique ne sera fait par les Services Communaux si ces clauses ne sont pas respectées. Les installations électriques dans les stands et restaurants seront réalisées par les exposant.e.s, à leur charge et sous leur responsabilité, conformément aux normes actuellement en vigueur.

Article 7

L'exposant.e s'engage à veiller au respect de la législation relative aux nuisances sonores et à prendre toutes les mesures utiles afin de ne pas gêner le voisinage par une sonorisation inférieure à 80 décibels, des bruits excessifs ou encore ses déchets. Le.la placier.ière sera garant.e du respect de cette recommandation. A cet égard, il devra se conformer strictement et immédiatement aux instructions qui pourront lui être données par les forces de l'ordre ou par la Commune. L'animation du stand ou de l'emplacement est laissée aux soins de l'exposant.e. Sur la voie publique, dans les lieux publics ou accessibles au public, sur les terrasses ou dans les cours et jardins des cafés, des restaurants, sont interdits des bruits gênants par leur intensité, leur durée ou leur répétitions tels que ceux liés à l'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore par haut parleurs. Pour les bruits liés à des activités professionnelles, culturelles, sportives ou de loisirs, les infractions sont

constatées par des mesurages acoustiques conformément à la norme en vigueur de 80 dB. Les agressions sonores réitérées et intentionnelles en vue de troubler la tranquillité d'autrui constituent un délit passible d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € (quinze mille euros) d'amende.

Article 8

La vente et la consommation de boissons alcoolisées de plus de 6° est INTERDITE sur le site pour toute la durée de la manifestation.

Article 9

Les exploitants de manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou pour parcs d'attractions ou tout autre lieu d'installation ou d'exploitation destinés à être installés et assemblés en vue d'accueillir, de mouvoir ou de propulser des personnes dans un but de divertissement devront respecter scrupuleusement les obligations en matière de sécurité prescrites par la loi n° 2008-136 du 13 février 2008 relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour les fêtes foraines ou parcs d'attraction et son décret d'application n° 2008-1458 du 30 décembre 2008.

Ils devront impérativement fournir à la Commune :

- a) les conclusions du rapport de contrôle technique ou du rapport de vérification et, le cas échéant, du rapport de contre-visite en cours de validité et comportant des conclusions favorables;
- b) une déclaration établie par l'exploitant précisant qu'il a réalisé les actions correctives nécessaires et que son matériel est maintenu en bon état, accompagnée des documents justificatifs.

A l'issue de l'installation du matériel, l'exploitant remet à la Commune une attestation de bon montage, ainsi que, si le matériel a fait l'objet d'un nouveau contrôle après la demande d'installation, le ou les rapports mentionnés au deuxième alinéa.

Le Maire peut interdire l'exploitation du matériel, la subordonner à des réparations ou modifications ou à la réalisation d'un nouveau contrôle technique si les constatations effectuées ou l'examen des documents mentionnés au présent article le justifient.

Article 10

L'exposant.e est responsable de son emplacement. Il appartient à ce.cette dernier.ière de s'assurer qu'il.elle peut exercer librement et légalement cette activité temporaire. Par conséquent, l'exposant.e devra prendre toutes les mesures et effectuer les demandes nécessaires en temps utiles afin d'être en **conformité avec la réglementation en vigueur** notamment vis à vis des Impôts, de la Douane et des autres charges afférentes à l'activité exercée. La Commune ne saurait être tenue pour responsable en cas de manquement de l'exposant.e dans ces domaines et de fausses déclarations. L'exposant.e déclare être régulièrement affilié.e aux organismes sociaux dont il.elle relève et être en règle avec lesdits organismes. En sa qualité d'employeur, l'exposant.e s'engage à effectuer, pour le compte de son personnel, toutes les déclarations et versements exigibles aux organismes sociaux, de telle sorte que la Commune ne puisse, en aucun cas, et à quelque titre que ce soit, être recherchée ou poursuivie à ce sujet, et garantit la Commune de la régularité d'affiliation aux organismes sociaux de tous travailleurs, d'un sous-traitant ou d'un prestataire de service qu'il.elle pourrait s'adjoindre à cette occasion.

Article 11

L'exposant.e ne pourra procéder à aucune modification ou transformation de l'espace communal sans l'accord exprès, écrit et préalable de la Commune. Si des travaux ou modifications étaient réalisés sans l'accord de la Commune, celle-ci serait en droit d'exiger la remise en état antérieur dans les plus brefs délais et aux frais de l'exposant.e.

Article 12

Toute convention signée est transmise automatiquement à la Régie pour le règlement des droits d'occupation de l'espace par l'exposant.e. Si ce.cette dernier.ière ne peut plus participer à la manifestation, il.elle devra avertir le service animation/événements par courrier, adressé à Monsieur le Maire.

En cas de résiliation anticipée de l'autorisation, l'occupation cessera de plein droit et l'exposant.e sera tenu.e de libérer les lieux sans délai à compter de la notification de la décision de résiliation. Dans le cas où l'exposant.e n'obtempérait pas à la réquisition de l'autorité municipale, il sera procédé d'office à l'enlèvement, aux frais de l'exposant.e, de ses installations. Toute infraction aux dispositions de l'arrêté municipal et du règlement sera sanctionnée d'une contravention de 1ère, 3ème ou 4ème classe suivant la nature de l'infraction, sous les autorités du *Commandant de la Brigade de Gendarmerie du Tampon* et du *Chef de la Police Municipale*. Le non-respect du métrage accordé et de l'emplacement mis à disposition annule le présent contrat et entraîne l'expulsion immédiate de la manifestation du contrevenant sans aucune contrepartie.

La présente autorisation pourra à tout moment être révoquée sans préavis ni indemnité si, pour un motif d'intérêt général, il apparaît nécessaire à l'autorité municipale de recouvrer l'usage de l'emplacement concédé. Le présent contrat se trouverait annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

Le non respect des clauses énoncées ci-dessus annule de plein droit la présente convention.

Le règlement de tout litige dans son exécution est du ressort du Tribunal administratif de Saint-Denis (LA REUNION).



COMMUNE DU TAMPON

La France dans l'Océan Indien

Département de la Réunion

Commune du Tampon

Direction épanouissement Humain

**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DU TAMPON
ET L'ASSOCIATION DES SAPEURS POMPIERS DU TAMPON
DANS LE CADRE DES FESTIVITÉS DU 14 JUILLET
LE DIMANCHE 14 JUILLET 2024**

ENTRE

La Commune du Tampon, représentée par son Maire, ci-après désignée par « La Collectivité », **d'une part,**

ET

L'association «l'amicale des sapeurs-pompiers du Tampon 974»,
situé au 64D rue Roland Garros 97430 Le Tampon
Tél 0692 51 80 97 représenté par **Monsieur BLARD Christophe**, Président,

ci après désignée par « l'amicale des sapeurs-pompiers du Tampon 974 » **d'autre part,**

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

CONSIDÉRANT que les festivités organisées le 14 juillet marque le souvenir des combats de nos anciens, lors de la prise de la Bastille, une des principales victoires de la Révolution Française.

CONSIDÉRANT que la commune tient à maintenir cette tradition au travers des différentes animations qu'elle organise à cette date.

CONSIDÉRANT la délibération n°..... du Conseil Municipal en date du approuvant le dispositif d'ensemble de cet événement,

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de régir la relation de partenariat entre la Collectivité et l'Association dans le cadre de l'organisation :

- festivité du 14 juillet, le **dimanche 14 juillet 2024** sur le parvis **de mairie du Tampon** (occupation du site de 14h00 à 00h00)

Dans le cadre de cette action, l'association proposera des actions ~~autour de la découverte du~~ métier de sapeur pompier, des animations diverses sur ce thème et elle organisera le bal des sapeurs pompiers sur le Parvis de la Mairie.

ARTICLE 2 : Engagements de la Collectivité

A l'occasion de cet événement, la commune du Tampon mettra à disposition de l'association :

- le parvis de la mairie à titre gratuit après le défilé ;
- la logistique : des chapiteaux, un podium, des chaises, des tables, des barrières, des ru-balises, plantes vertes ... ;
- l'électricité ;
- la sonorisation ;
- la prise en charge les frais liés à la mise en place de la sécurité évaluée à environ **10 000 € (dix mille euros)**.

ARTICLE 3 : Obligations et engagements de l'Association

L'Association qui sera partenaire avec la Collectivité pour l'événement, est tenue, de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'aboutissement du projet tel qu'il est défini à l'article 1 de la présente convention, et à réaliser l'ensemble des actions prévues.

Communication

Dans le cadre du partenariat, l'Association s'engage à :

- faire figurer de manière lisible et visible « **Commune du Tampon** », sur l'ensemble de ses dispositifs promotionnels,
- mentionner la Collectivité comme partenaire dans toute communication (interviews, articles de presse...) liée à cet événement
- réserver à la Commune des emplacements pour l'installation de ses propres supports de communication (bâches, banderoles...) lors de l'événement.

ARTICLE 4 : Mise à disposition éventuelle de personnel

La Collectivité peut, sous réserve de ses disponibilités, autoriser, ponctuellement, le personnel communal à prêter son concours en tant que de besoin, à la bonne réalisation de la mission incombant à l'Association.

Concernant la mise à disposition de ces derniers, les agents de la Collectivité relevant de l'administration générale, des services techniques, de l'animation, de la police municipale ou tout autre service communal, pourront être amenés à prêter leur concours à la préparation et à la mise en place des diverses activités prévues dans le cadre du projet.

ARTICLE 5 : Responsabilité et Assurance

Les activités mises en place par l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association déclare avoir souscrit auprès d'une compagnie notoirement solvable une assurance de responsabilité civile couvrant d'une manière suffisante la responsabilité qu'elle peut encourir vis-à-vis des tiers à l'occasion des accidents corporels et matériels pouvant survenir du fait de ses activités pendant la manifestation.

Elle doit fournir avant la manifestation, la copie dudit contrat en cours de validité, faute de quoi son intervention sera annulée.

La responsabilité de la Commune ne saurait en aucun cas être recherchée pour les dommages causés aux personnes ou aux biens du fait des activités de la manifestation.

L'association s'engage à ce que toutes les personnes travaillant pour son compte soient déclarées conformément à la législation en vigueur.

L'association déclare être régulièrement affiliée à tous les organismes sociaux existants et être en règle avec lesdits organismes. En sa qualité d'employeur, le Bénéficiaire s'engage à effectuer, pour le compte de son personnel tous les déclarations et versements exigibles aux organismes sociaux, de telle sorte que à la commune du Tampon ne puisse, en aucun cas, et à quelque titre que ce soit être recherchée ou poursuivie à ce sujet, et garantit la commune du Tampon de la régularité d'affiliation aux organismes sociaux de tous travailleurs, d'un sous-traitant ou d'un prestataire de service qu'elle pourrait s'adjoindre à cette occasion.

ARTICLE 6 : ANNULATION DE L'ACTION

L'événement ayant lieu sur un espace géré par la Collectivité, si les conditions administratives, techniques, climatiques et de sécurisation nécessaires à la bonne tenue de son intervention ne sont pas réunies (dossier sécurité incomplet, problème technique ne permettant la réalisation de cette compétition, mesures sanitaires liées à des épidémies...) la Collectivité se réserve le droit d'annuler la tenue de cette action.

ARTICLE 7 : Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant conclu entre les parties et approuvé en séance du Conseil municipal.

ARTICLE 8 : Durée de la convention

La présente convention est consentie et acceptée pour la durée du projet tel qu'il est défini à l'article 1 de la présente convention. Elle prend effet à compter de sa signature et prendra fin après l'accomplissement de l'action.

ARTICLE 9 : Contestation

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention, après épuisement des voies amiables, est du ressort du tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion, juridiction compétente en la matière.



La présente convention est établie entre la Mairie du Tampon et "l'association des sapeurs pompiers du Tampon", situé au 64D rue Roland Garros 97430 Le Tampon - Tél 0692 51 80 97 représentée par Monsieur BLARD Christophe, **Président**.

Cette convention comprend pages.

Fait au Tampon, le / /2024

**Pour l'Association
Le Président**

**Pour la Commune
Le Maire**

Christophe BLARD

.....

Convention d'occupation temporaire du domaine public communal – « festivités du 14 juillet » Affaire n°...
Festivités :.....
Lieu.....
Date :.....
Nom de l'exposant.e :.....Activité :.....
Montant :.....€ (.....euros)



Direction Épanouissement humain
Service animation

**CONVENTION DE SPONSORING DANS LE CADRE DES FESTIVITÉS
DU 14 JUILLET**

ENTRE,

Monsieur, Maire, agissant au nom et pour le compte de la Commune du Tampon en exécution de la délibération n° du Conseil Municipal du.....2024.
ci-après désigné par les termes, la Commune d'une part,

ET

Raison Sociale : représenté par M.Mme
(nom-prénom dans l'ordre de l'état civil)..... en qualité de

Adresse :

Siret..... *Code APE* ☎ 0262..... - 069.....

Mail:.....

ci-après désigné.e par les termes, le SPONSOR d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La convention de sponsoring correspondante définit, d'une part, les modalités selon lesquelles le sponsor apportera sa contribution à la Commune, et d'autre part, les droits et avantages que la Commune concédera au sponsor en contrepartie de cette contribution.

Cette convention est établie pour la seule durée de la manifestation sans qu'elle puisse conférer au sponsor un droit acquis au renouvellement d'une année sur l'autre. Les "**festivités du 14 juillet**" se déroulera le dimanche 14 juillet 2024. Aucun droit de propriété ou d'exploitation sur la marque festivités du 14 juillet n'est conféré au sponsor.

L'usage de cette appellation est strictement limité à l'exécution de la présente convention et ne pourra en aucun cas être étendu unilatéralement par le sponsor à d'autres opérations ou à d'autres supports.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

Il lui incombera de pourvoir à la bonne organisation de l'événement "**Festivités du 14 juillet**" et de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour concevoir et préparer la manifestation. Il lui appartient de mettre en valeur l'événement afin de favoriser les retombées médiatiques ou commerciales pour le sponsor, sans pour autant être tenue à une obligation de résultat en la matière.



La Commune s'appuiera sur les supports mentionnés sur la grille de sponsoring personnalisée établie spécifiquement à cette occasion. Cette dernière reprend ce que la Ville donnera à son sponsor en fonction de son.ses apport.s et ce dans le respect de sa charte graphique.

En ce qui concerne les droits de personnalité, le sponsor est autorisé à utiliser le nom, l'image de la Commune et des « Festivités du 14 juillet » par voie de citation, de mention, de reproduction, de représentation, à l'occasion uniquement de la promotion des actions de relations publiques, des interviews, des relations avec les médias (dossiers de presse, articles, communiqués...) liées à cet événement.

A l'issue de la manifestation, la Commune se réserve le droit de répartir les lots non distribués sur d'autres événements qu'elle organisera sur le Tampon. Cette démarche s'effectuera en accord avec le sponsor dans le cas où le.la gagnant.e n'aura pas retiré son lot notamment pour le concours dans le temps imparti soit jusqu'au 31 septembre 2024.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU SPONSOR

En contrepartie, il devra apporter à la Commune le soutien suivant :

Apport en Numéraire

Le sponsor s'engage à verser à la Commune la somme de € TTC
(en lettres).....€ TTC.
Le règlement se fera par chèque à l'ordre du Trésor Public au plus tard le

Apport en Nature

Le sponsor s'engage à fournir à la Commune les lots suivants :
.....
.....
.....
Cet apport est valorisé à hauteur de € TTC (en lettres)
..... € TTC.
Le sponsor s'engage à réaliser cette mise à disposition aux dates suivantes :2024.
La Commune lui retournera ces éléments le (date).....2024.

Le sponsor s'engage à fournir ces lots au plus tard le :2024.

La valeur totale des contributions ainsi apportées par le sponsor s'élèvent à
..... € TTC (en lettres)
..... € TTC.

ARTICLE 4:

Les informations recueillies sur cette convention sont enregistrées dans un fichier informatisé par le **service animations pour l'élaboration du présent document, le suivi administratif de cette demande de sponsoring, la communication sur l'événement. Le fichier informatisé sera conservé jusqu'au 31 Décembre 2025** et les données récoltées seront destinées **aux services suivants de la Mairie du Tampon : Animation, Communication et de la Direction finances/commande publique.**

Conformément la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6 janvier 1978 modifiée en août 2004, vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier ou supprimer en contactant : **Mairie du Tampon - Service animations-256 rue Hubert Delisle – CS 32 117 – 97 831 Tampon cedex – gestion.courrier@mairie-tampon.fr.** Ces informations seront susceptibles d'être transmises et d'être utilisées par les autres services de la Mairie du Tampon, notamment :



- Direction épanouissement humain
- Direction environnement
- Direction de la cohésion sociale (Politique de la Ville)
- Centre Communal d'Action Sociale
- Direction aménagement territoire et développement économique
- Direction administration Générale/systèmes d'informations (Repro, gestion courrier)
- Direction des affaires juridiques/réglementation/commande publique
- Cabinet (Pôle élus, Conseil des quartiers, Protocole)
- Direction de la vie scolaire/restauration

La signature de la présente convention vaut acceptation du règlement régissant le sponsoring dans le cadre de ladite manifestation, règlement annexé à la présente convention. Ce document comprend 3 pages, une annexe de pages, le détail de l'apport de la Commune sur pages qui font partie intégrante de la convention, ce que les parties reconnaissent.

Cette convention est établie

Raison Sociale :

Représenté par M.Mme (nom-prénom dans l'ordre de l'état civil).....

en qualité de

Adresse :

Siret..... *Code APE* ☎ 0262..... - 069.....

Mail:.....

Fait au Tampon, le.....2024

Pour le sponsor

**Pour la Commune
Le Maire du Tampon**

.....

Convention d'occupation temporaire du domaine public communal – « festivités du 14 juillet » Affaire n°...
Festivités :.....
Lieu.....
Date :.....
Nom de l'exposant.e :.....Activité :.....
Montant :.....€ (.....euros)



Direction Épanouissement humain
service animations

**ANNEXE A LA CONVENTION DE SPONSORING EN DATE DU.....CONCLUE ENTRE
..... ET LA COMMUNE DU TAMPON.**

Elle concerne l'organisation des festivités du 14 juillet. Celle-ci se déroule le dimanche 14 juillet 2024.

ARTICLE 1 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION

Le sponsor s'engage à ce que toutes personnes travaillant pour son compte soient déclarées conformément à la législation en vigueur. Le sponsor déclare être régulièrement affilié aux organismes sociaux dont il relève et être en règle avec lesdits organismes, de telle sorte que la Commune du Tampon ne puisse, en aucun cas, et à quelque titre que ce soit être recherchée ou poursuivie à ce sujet, et garantit la Commune du Tampon de la régularité d'affiliation aux organismes sociaux de tous travailleurs, d'un sous-traitant ou d'un prestataire de service qu'il pourrait s'adjoindre à cette occasion.

Le sponsor s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires afin de répondre à la législation en vigueur et notamment aux règles relatives à la publicité trompeuse ou mensongère sanctionnée par les articles L.121-1 et suivants du Code de la Consommation, aux textes réglementant la publicité extérieure et la protection de l'environnement codifiées aux articles L.581-1 et suivants du Code de l'Environnement aux textes réglementant la publicité pour les boissons alcoolisées, le tabac et les produits pharmaceutiques tel que définis aux articles L.3323-2, L.3511-3, L.3511-1 alinéa 2, art. L.5122-8 et L.5122-14 du Code de la Santé Publique ; et répondre aux normes de sécurité de l'exercice de son activité pendant toute la durée de la manifestation.

ARTICLE 2 : ASSURANCES

Le sponsor devra souscrire toute police d'assurance pour les risques lui incombant et couvrant ses activités de façon à ce que la responsabilité de la Commune ne puisse être inquiétée ou recherchée. La Commune garantit qu'elle a souscrit toute police d'assurance couvrant sa responsabilité civile .

La conservation et l'intégrité des supports publicitaires du sponsor feront l'objet de la plus grande attention de la part de la Commune. Cependant, cette dernière ne pourra être tenue responsable en cas de destruction partielle ou totale ou de dégradation, le sponsor étant tenu de s'assurer contre ce risque.

ARTICLE 3 : CONFIDENTIALITE

Chacune des parties est tenue de garder strictement confidentielles et d'observer le plus strict secret des affaires concernant l'autre partie et de ne pas divulguer à des tiers à titre onéreux ou gratuit ou sous quelque forme que ce soit, les informations concernant l'autre partie, sauf autorisation écrite et préalable de cette autre partie, désignant le ou les bénéficiaires de l'information ainsi que son contenu et ce, pendant toute la durée du contrat.

Le caractère confidentiel ne s'applique pas :

- aux informations connues de la partie réceptrice préalablement à leur communication, à charge pour la partie invoquant cette connaissance préalable d'en apporter la preuve
- aux informations obtenues de tiers par des moyens légitimes et sans obligation de secret,
- à celles développées indépendamment ou encore celles rendues publiques par la partie qui les a communiquées.

ARTICLE 4 : RELATION ENTRE LES PARTIES

Le présent contrat n'engendre aucun lien de subordination, ne confère aucun mandat et ne crée aucune société commune ou association en participation entre le sponsor et la Commune.

ARTICLE 5 : INCESSIBILITE

La présente convention étant conclue intuitu personæ, le sponsor s'interdit formellement, sous peine de résiliation immédiate et sans préavis, de céder, de transférer sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, tout ou partie des droits et obligations résultant de la présente convention sans l'accord préalable et écrit de la Commune.

ARTICLE 6 : RESILIATION

La Commune se réserve le droit de résilier la présente convention pour quelques motifs que ce soit (notamment au regard des aléas climatiques ou du contexte sanitaire), sous réserve d'un préavis de 7 jours. Ce délai pourra être réduit en cas d'urgence. Le cocontractant ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation.

En cas de conditions météorologiques défavorables ou autre événement entraînant le report de la manifestation, la Commune proposera au sponsor une date de report.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents après épuisement des voies amiables.



Direction Épanouissement humain
service animation

APPORT DE LA COMMUNE DANS LE CADRE DU SPONSORING ETABLI FESTIVITÉS DU 14 JUILLET

ENTRE,

Monsieur, Maire, agissant au nom et pour le compte de la Commune du Tampon en exécution de la délibération n°.....du Conseil Municipal du.....2024.
ci-après désigné par les termes, la Commune d'une part,

ET

Raison Sociale : représenté par M.Mme
(nom-prénom dans l'ordre de l'état civil)..... en qualité de

Adresse.....

Siret..... *Code APE* ☎ 0262..... - 069.....

Mail.....

ci-après désigné.e par les termes, le SPONSOR d'autre part,

L'apport en numéraire/nature (*ayer mention inutile*) du sponsor est valorisé à hauteur de€ TTC,
(en lettres) :€ TTC

La ville du Tampon donnera au sponsor, en fonction de son.ses apport.s et ce, dans le respect de sa charte graphique, la communication via :

- les presses écrite et parlée ;
- la présence visuelle du logo ou de l'emblème du sponsor sur différents supports (cf tableau ci-après) :

Catégorie support	désignation	engagement de la Commune
Invitation	Conférence de presse	
Invitation	Inauguration	
Panneau d'affichage	Affiche 4*3 Tampon	
Panneau d'affichage	Affiche A3 (grandes surfaces...)	
Panneau d'affichage	Grandes surfaces sur écrans DOHIT de Neopromotion	
Panneau d'affichage	Écran Leclerc Tampon centre ville	
presse	Dossier Presse	
presse	Insert Presse QUOTIDIEN, JIR, Agenda Loisir	
visuel	flyer marchés forains de l'île	
visuel	revue l'ère du tampon	

Catégorie support	désignation	engagement de la Commune
visuel	Flyer (30 000 exemplaires)	
web	ADRUN	
web	Bandeau Web sur site Mairie du Tampon	
web	Page facebook Mairie - photo si exposant	
web	Site clicanoo	
web	Site Freedom	
web	Site Imazpress	

Sa présence sur le site de la manifestation «festivité du 14 juillet » par

- citation sonore,
- mise en place PLV, banderoles, calicots (ces supports devront être fournis par le sponsor)
- distribution autorisée d'objets publicitaires (ces supports devront être fournis et distribués par le sponsor).

Le sponsor se verra offrir les invitations suivantes :

- conférence de presse
-inauguration de l'événement

Fait à.au le

le sponsor

lots remis à M. Mmele